L'islam contemporain

L'islam contemporain

Posté dans 20 mai, 2011 dans Religion.

Paul Balta

11 septembre 2001. Les spectaculaires attentats contre le World Trade Center de New York et le Pentagone, à Washington, sont attribués au réseau terroriste international, Al Qaida (La Base), constitué en 1998 par le Saoudien d'origine yéménite, Oussama Ben Laden, allié du régime rétrograde et dictatorial des taliban (singulier taleb), étudiants en religion, au pouvoir en Afghanistan depuis 1996. Ils ont constitué le point culminant de la montée de l'intégrisme musulman et contribué à alimenter l'islamophobie de ceux qui ne connaissent pas l'histoire ancienne et contemporaine de l'islam, lequel signifie " soumis à Dieu ", et qui est à la fois religion, loi, morale, politique, style de vie, culture. Paul Balta, spécialiste des mondes arabe et musulman, qui a écrit de nombreux articles et ouvrages - les deux derniers, parus en 2001, étant Islam, civilisation et sociétés, aux éditions du Rocher, et L'Islam, dans la collection " Idées reçues " du Cavalier bleu - nous permet aujourd'hui de faire le point sur ce sujet.

Un tragique retournement de l'histoire

Les états-Unis ont été victimes d'un tragique retournement de l'histoire. Alliés de l'Arabie saoudite, bastion du fondamentalisme sunnite et premier producteur mondial de pétrole, ils ont soutenu, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, contre l'URSS mais aussi contre des dirigeants nationalistes laïcisants, comme Gamal Abdel Nasser (1918-1970) en égypte et Ali Bhutto (1928-1979) au Pakistan, plusieurs mouvements intégristes qui commettront par la suite des attentats en Europe et même en Amérique.

En 1978, avec leur soutien, le général Zia Ul Haq prit le pouvoir au Pakistan, imposa la dictature et la charia - la loi islamique - et fit pendre Bhutto. En 1979, ils favorisèrent le retour en Iran de l'ayatollah Khomeyni qui proclama la République islamique. Surtout ils ont soutenu, contre l'Armée rouge qui avait envahi l'Afghanistan, Ben Laden et les taliban dont le régime s'est effondré moins de trois mois après la riposte américaine au 11 septembre. La CIA avait formé les volontaires venus de plusieurs pays pour les soutenir et constituer une " internationale islamiste " ; appelés les " Afghans " ; ils se retrouveront en Bosnie-Herzégovine, aux Philippines dans le groupe Abou Sayyaf, et surtout en Algérie, dans le GIA - Groupe islamique armé - dont les massacres ont fait plus de cent cinquante mille morts depuis 1992.

Rappelons aussi les attaques contre les chrétiens - et les animistes au Soudan -, en égypte, au Nigeria, en Indonésie. Néanmoins, il convient d'éviter les amalgames : ne pas confondre l'islam, religion, et l'islamisme, mouvement politique radical, dérivé de l'arabe islamiyyun, néologisme forgé par les islamistes pour affirmer leur spécificité militante ; ne pas penser que chaque musulman (de 1,3 à 1,5 milliard dans le monde) est un terroriste.

En effet, si le dogme est le même pour tous, en revanche, du Sénégal à l'Indonésie en passant par le monde arabe, l'aire musulmane comprend une grande diversité de peuples, héritiers d'anciennes traditions et partagés en trois courants : kharijites (moins de 1 %), chiites (9 %), sunnites (90 %). Ces derniers sont répartis en quatre écoles juridiques : hanafite (aire turcophone, Inde, Chine), malékite (Haute-égypte, Maghreb, Afrique de l'Ouest), chaféite (Basse-égypte, Afrique orientale, Philippines, Indonésie), hanbalite (Arabie saoudite, Qatar).

Dans la vie courante, on peut distinguer les catégories suivantes : les traditionalistes, en très grande majorité, qui, préoccupés de pratique religieuse, de rituel, de morale, veulent préserver les coutumes : hiérarchie, piété filiale, voile des femmes, virginité des jeunes filles ; les fondamentalistes, rigides dans l'interprétation des textes, qui ont un projet politique prosélyte : étendre l'islam au monde ; les islamistes ou intégristes, dont l'action militante peut aller jusqu'au terrorisme ; les réformateurs qui veulent concilier religion et modernité. Pour saisir l'islam contemporain et son évolution, quelques jalons historiques sont indispensables.

Age d'or, déclin, renaissance

Selon une idée reçue tenace, la civilisation arabo-islamique aurait été une simple " courroie de transmission " en traduisant les textes grecs en grande partie perdus au début du christianisme. En réalité, du VIIIe au XIIIe siècle, elle a été à la pointe de la modernité. De l'Asie centrale à l'Andalousie, ses apports ont été considérables dans des domaines essentiels : astronomie, mathématiques, physique, chimie, médecine, botanique, géographie, philosophie… En témoignent les nombreux mots d'origine arabe en français et dans d'autres langues européennes. Oui, s'il y a eu un " miracle grec " dans l'Antiquité, il y a eu aussi un " miracle arabe " au Moyen Age.

Redoutant la contestation des chiites et l'effervescence des penseurs, le calife abbasside de Bagdad, Al Qadir (947-1031), fait lire dans toutes les mosquées, en 1019 (409 de l'hégire), une profession de foi fixant le credo officiel et interdisant les exégèses. Selon l'expression

consacrée, il " ferma la porte de l'ijtihad " ou effort de recherche personnel, encourageant l'imitation servile, taqlid, au détriment de l'innovation. Il amorça ainsi une longue phase de déclin.

Imputant à ce dernier une application erronée de la religion, un théologien hanbalite, Mohammad Ibn Abd el-Wahhab (1703-1792), prêche une doctrine particulièrement rigoriste. La tribu des Saoud l'adopte à la suite d'un pacte conclu avec lui, en 1744, et l'imposera, sous le nom de wahhabisme, aux autres composantes du pays qu'elle réussira, non sans mal, à unifier sous son autorité avant de proclamer, en 1932, le royaume d'Arabie saoudite.

Une rivalité, sourde ou déclarée, n'a cessé d'opposer ce pays à l'égypte depuis que Mohamed-Ali (1769-1849), vice-roi de 1805 à 1848, a envoyé des troupes reprendre aux Saoud, en 1813, La Mecque et les lieux saints de l'islam afin de les remettre sous la garde du calife ottoman. En outre, sensible au triple choc des Lumières, de la Révolution de 1789 et de l'expédition de Bonaparte (1798-1801), le fondateur de l'égypte moderne encouragea les intellectuels qui contribueront à la Nahda, " renaissance ", aux antipodes du wahhabisme.

Deux imams égyptiens de l'université religieuse d'Al-Azhar, au Caire, sont à l'origine de deux grands courants de pensée qui se prolongeront au XXe siècle. Le premier, le modernisme libéral, est inspiré par Rifaa Tahtawi (1801-1873) dont une phrase résume la philosophie : " Que la patrie soit le lieu de notre commun bonheur que nous construirons par la liberté, la pensée et l'usine " ; il est l'ancêtre des dirigeants nationalistes laïcisants, de l'?gyptien Saad Zaghloul (1860-1927) au Turc Atatürk (1867-1938), au Tunisien Bourguiba (1903-2000), en passant par l'Iranien Mossadegh (1861-1967) et bien d'autres.

Le second est le fondamentalisme musulman : pour Mohamed Abdô (1849-1905), la principale cause du déclin réside dans le fait que les musulmans se sont éloignés de la religion ; il prône donc le " retour aux sources " mais, contrairement aux wahhabites, il veut rouvrir " la porte de l'ijtihad ", et retrouver l'innovation de " l'âge d'or " pour concilier islam et monde moderne. Il est à l'origine des mouvements islamistes, mais la plupart de ces derniers n'ont pas son ouverture d'esprit.

Les secousses qui ont suscité le nouveau " réveil de l'islam "

Au cours du premier quart du XXe siècle, une série d'événements secoue les mondes arabe et

musulman, dont nous retiendrons les principaux. En 1916, les accords secrets Sykes-Picot partagent entre la France, l'Angleterre et la Russie les provinces de l'Empire ottoman qui sera démantelé après la première guerre mondiale. En 1917, la révolution d'Octobre permettra à Staline d'imposer ultérieurement le communisme aux républiques musulmanes de l'URSS ; en novembre, la " déclaration Balfour ", du nom du ministre britannique des Affaires étrangères, promet la création d'un " foyer national juif " en Palestine, lequel facilitera l'instauration de l'état d'Israël, en 1948.

A partir de 1919, en Inde, de vives tensions opposent hindous et musulmans. Instituée en 1920, la Société des Nations donne à l'Angleterre des mandats sur la Palestine, la Jordanie, l'Irak, l'égypte ; la France en obtient au Liban et en Syrie alors qu'elle exerce déjà son protectorat sur la Tunisie et le Maroc et occupe l'Algérie. La lutte contre le colonialisme progresse sous l'impulsion des nationalistes. En 1924, Atatürk fonde la Turquie moderne sur ce qui restait de l'empire, abolit le califat instauré à la mort de Mahomet, en 632, et proclame la laïcité, ce qui est sans précédent en terre d'islam. Cette montée du nationalisme, inspiré d'exemples français et européens, suscite un nouveau " réveil de l'islam ".

En 1927, en Inde, un lettré, Mawlana Muhammad Ilyas (1885-1944), fonde Jama'at al tabligh, la " société pour la propagation de la foi ", qui vise, par l'imitation de Mahomet - on s'habille et on garde la barbe comme lui -, à réislamiser pacifiquement les musulmans dont les croyances et les pratiques sont imprégnées d'hindouisme et de bouddhisme. Depuis, le Tabligh a essaimé ; il s'est implanté en 1968 en France où ses adeptes font du porte-à-porte avec succès.

Islamisme contre nationalisme

L'événement majeur se produit en 1928 avec la fondation, en égypte, de l'association des Frères musulmans qui deviendra la matrice de la plupart des mouvements islamistes, sunnites et chiites. C'est à Ismaélia, ville européenne habitée par les employés de la Compagnie du canal de Suez et leurs serviteurs égyptiens, qu'un instituteur, Hassan el Banna (1906-1949), fils d'un ancien disciple de Mohamed Abdô, fonde les FM. Il proclame : " L'islam est dogme et foi, patrie et nationalité, religion et état, spiritualité et action, Coran et sabre ". Ses objectifs : répandre l'instruction religieuse, fonder des œuvres pour améliorer l'état sanitaire et le niveau des pauvres gens, combattre les influences étrangères.

Dans le serment d'allégeance qu'il prononce pour être admis dans l'association, le candidat

déclare : " Je crois […] que la bannière de l'islam doit couvrir le genre humain. […] Je promets de combattre pour accomplir cette mission […] et de sacrifier pour cela tout ce que je possède ". Les FM ne tardent pas à se lancer dans l'action clandestine, parfois violente. Le 1er février 1949, Nokrachi Pacha, Premier ministre, est assassiné ; le 12, El Banna l'est à son tour. Le penseur Sayyid Qotb (1906-1966), qui vient de publier La Justice sociale dans l'islam, prend la relève et élabore la théorie de la prise du pouvoir, par la force si nécessaire, afin d'instaurer l'état islamique, fondé sur la charia, dans les pays capitalistes, socialistes, communistes, nationalistes laïcs et musulmans hypocrites.

Après le renversement de la monarchie, le 23 juillet 1952, par les " officiers libres " de Gamal Abdel Nasser (1918-1970), Qotb publie ? l'ombre du Coran (trente fascicules jusqu'en 1963). En 1965, un complot, réel ou mis en scène par les services secrets, lui vaut d'être arrêté et exécuté. Son dernier livre, Sur l'histoire, paraît à titre posthume en Arabie Saoudite qui partage avec les FM le slogan : " Le Coran est notre constitution ".

Toujours latent, l'antagonisme entre l'égypte et l'Arabie s'affirme après la seconde guerre mondiale sur le plan institutionnel. Fondée en 1945, la Ligue des états arabes, dont le siège est au Caire, a pour ambition de favoriser à terme l'unité des pays membres - vingt-deux en 2002 - sur le plan politique, économique et culturel. Créée en 1962 à La Mecque, la Ligue islamique mondiale dispose, dans le monde entier, d'antennes qui financent la construction de mosquées et l'enseignement coranique. En 1972, Ryad institue l'Organisation de la Conférence islamique, dont le siège est à Jeddah ; l'OCI, qui regroupe cinquante-six états en 2002, a pour objectif de refaire l'unité des musulmans comme au temps de Mahomet. Enfin, l'Arabie soutient et souvent finance, directement ou non, des mouvements islamistes qui se répartissent en deux courants.

Le premier, plutôt pacifique, recourt à une double tactique pour déstabiliser les régimes en place : " l'asphyxie " et l'infiltration. S'il est clandestin mais toléré, il procède à une islamisation de la population et incite ses partisans à exercer une pression croissante sur le pouvoir pour l'obliger à appliquer progressivement la charia. S'il est reconnu, le parti joue, dans un premier temps, le jeu de la démocratie pour s'infiltrer dans les organes de l'état, puis, quand il est assez fort, élimine les formations concurrentes ou les réduit à la portion congrue, comme en Iran entre 1979 et 1997.

Le second groupe, favorable à la prise du pouvoir par la force, a engendré, à partir des années 1970, des organisations radicales, voire terroristes. Citons les principales. Côté sunnite : Takfir (Anathème), Takfir wa hijra (Anathème et retraite) suivant l'exemple de Mahomet qui avait gagné Médine pour fuir les persécutions de La Mecque et fonder l'état musulman, Jihad (Guerre sainte), Al-Da'wa (Appel), dans plusieurs pays ; les Gamaat islamiyya (les Associations islamistes) surtout en égypte ; le Hamas (Ferveur) en Palestine, et le GIA, en Algérie, qui égorge enfants, femmes, vieillards et même religieux, chrétiens et musulmans, Al Qaida, enfin, qui a essaimé à partir de l'Afghanistan. Côté chiite : le Hezbollah (Parti de Dieu), au Liban et en Iran, le Jihad islami (Guerre sainte islamique) et Al-Da'wa, au Proche-Orient.

Le combat des " nouveaux penseurs de l'islam " et de la société civile
Plusieurs facteurs ont fait le lit des islamistes : les régimes nationalistes libérateurs devenus autoritaires, voire dictatoriaux, leurs dirigeants favorisant la corruption dont ils profitent ; le fossé entre pays riches et pays pauvres aggravé par la mondialisation ; la poursuite du conflit israélo-arabe malgré les nombreuses résolutions de l'ONU ; l'embargo contre l'Irak imposé, en 1991, pour punir Saddam Hussein mais qui a fait en dix ans, selon l'OMS, un million et demi de morts, dont plus de cinq cent mille enfants de moins de cinq ans.

Les islamistes ont donc un impact dans les opinions publiques lorsqu'ils dénoncent au nom de l'islam - qui recommande l'équité, l'honnêteté et la solidarité - ces situations scandaleuses. En outre, leurs œuvres sociales - aide aux malades, aux écoliers… - sont populaires. Néanmoins, dans les pays où ils ont accédé au pouvoir (Soudan, Pakistan, Iran…), ils n'ont pas su gérer l'économie ; pis, ils ont imposé des régimes autoritaires et policiers, se sont attribué des privilèges et profitent à leur tour de la corruption. Leur cruauté a révolté les couches de la population qui leur avaient été favorables.

Un des grands problèmes de l'islam contemporain réside dans sa pédagogie fondée sur l'apprentissage par cœur. Un rapport de l'ALECSO (Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science) déclare : " Dans de nombreux cas, les programmes d'enseignement ne correspondent ni aux besoins de la société arabe ni aux nécessités du développement. De même, ils ne conduisent pas à la formation de l'esprit critique, scientifique et démocratique ". En outre, la recherche scientifique n'est guère encouragée, et la fuite des cerveaux est considérable.

Face à cette situation, les " nouveaux penseurs de l'islam ", comme les appelle Al Mouaten, revue du Mouvement des citoyens libanais, procèdent à une relecture des textes sacrés mais sont souvent en butte à la censure. Sauf exception, leurs œuvres n'ont pas été traduites, mais plusieurs ont été présentées et analysées en français par Al Mouaten (n° 32, 1996 ; no 34 et 36, 1997). Citons quelques titres qui illustrent la démarche :

Laïcité ou islamisme, les Arabes à l'heure du choix, de l'?gyptien Fouad Zakariya (La Découverte, Paris, 1989) ; Le Livre et le Coran : une relecture contemporaine, du Syrien Mohammad Shahrour ; L'Islam emprisonné et La Voix des gens, la voix des jurisconsultes ? du Libyen Sadek Al Nahyoun, mort en exil en 1995. En égypte, Nasser Abou Zeid a été condamné, en 1996, par la Cour de cassation pour avoir procédé à une analyse critique, historique et épistémologique du Coran et de la Sunna, recueil des faits et dits de Mahomet.

En Iran, Abdolkarim Sorouch, inspirateur de la revue Kiyan qui vient d'être interdite, nous avait exposé sa démarche : " Le Coran est la parole de Dieu mais celle-ci a été révélée à une époque donnée et transcrite par des hommes […]. Il est donc légitime d'étudier la société du VIIe siècle, d'examiner les erreurs possibles de transcription et de grammaire, puis d'analyser de façon critique les interprétations qui ont été faites du Livre ". A l'Institut Khomeyni de la ville sainte de Qom, un Américain converti, Muhamad Legenhausen, enseigne depuis la fin des années 1990 la philosophie des religions et a fait un cours intitulé " La philosophie du langage de Wittgenstein peut-elle éclairer la lecture du Coran ? ", ce qui aurait été inconcevable du vivant de Khomeyni. Pour le moment, malgré ces démarches, le monde musulman attend sur le plan religieux son Vatican II. Cependant, grâce aux radios étrangères, à la multiplication des paraboles et des satellites, au développement d'Internet, les peuples sont mieux informés. En outre, malgré ses lacunes, la scolarisation s'est développée dans la plupart des pays musulmans. En Iran et dans plusieurs états, les jeunes filles représentent plus de 50 % des inscrits dans les universités, et elles obtiennent, en moyenne, de meilleurs résultats que les jeunes gens. On assiste donc à un valeureux combat mené par la société civile pour obtenir la démocratie et le respect des droits fondamentaux ; les médias occidentaux n'y sont pas assez attentifs.

Globalement, le statut des femmes laisse encore à désirer, ce qui explique qu'elles soient particulièrement combatives et opposent une résistance discrète mais opiniâtre comme sous le régime des taliban. Signalons aussi que, même quand elles sont obligées de porter le voile

ou le hijab - foulard - elles sont de plus en plus nombreuses à travailler à l'extérieur, ce qui leur donne une certaine autonomie. Les femmes chefs d'entreprise ne sont plus une exception. Trois ont même été nommées Premier ministre, au Pakistan, au Bangladesh et en Turquie. Depuis Atatürk, c'est dans ce pays que le statut de la femme est le plus favorable ; pourtant il a fallu attendre 2002 pour qu'une loi édicte l'égalité entre les deux sexes.

Quant au Code de la famille, promulgué en 1956 en Tunisie par Bourguiba, il prévoit, entre autres, la contraception ; depuis, il est donné en exemple par les féministes du monde arabe.

Loin d'être monolithique dans l'espace et statique dans le temps, l'islam contemporain, comme .on peut le constater, évolue à travers ses contradictions, ses combats et ses espoirs